

Service social



L'intervenant professionnel face à l'aide naturelle, par Jérôme Guay, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1984, 238 pages.

Jocelyn Lindsay

Volume 34, numéro 1, 1985

Personnes âgées, milieux de vie et pratiques sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/706265ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/706265ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lindsay, J. (1985). Compte rendu de [*L'intervenant professionnel face à l'aide naturelle*, par Jérôme Guay, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1984, 238 pages.] *Service social*, 34(1), 195–196. <https://doi.org/10.7202/706265ar>

davantage dans des pouvoirs marginaux ou des réseaux de solidarité là où les actions accomplies sont plus ou moins reconnues par la politique « officielle ». Les expériences de travail et d'enseignement de Yolande Cohen l'incitent à croire qu'elles ne désirent pas un pouvoir politique masculin associé à la violence et à la domination, tel qu'il s'exerce aujourd'hui, mais plutôt une reconnaissance de la différence, « la non-assimilation à ce qui est » (p. 216), une « féminisation » et une redéfinition de la société par rapport à ce qu'elles veulent.

Cinq ans se sont écoulés depuis la parution de cet ouvrage. Néanmoins, les thèmes abordés sont encore d'actualité, car ils révèlent des interrogations toujours présentes à la société québécoise. S'il est acquis que le pouvoir doit désormais compter avec les femmes, il n'en reste pas moins que les moyens d'intervention, dans l'action politique, sont à repenser en vue d'une plus grande authenticité et efficacité. La lecture de ces analyses sociales de l'insertion progressive des femmes dans la vie politique suggère aux intervenants sociaux (travailleurs sociaux, sociologues, psychologues) une réflexion féministe désormais nécessaire à une pratique sociale soucieuse de tenir compte des nouveaux défis posés par le féminisme.

Denise VEILLETTE
Solange PROULX

Département de sociologie,
Université Laval.

L'intervenant professionnel face à l'aide naturelle, par Jérôme GUAY, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1984, 238 pages.

D'entrée de jeu, il faut convenir que le volume de Jérôme Guay tombe à point. Depuis une dizaine d'années, la littérature américaine sur les groupes d'entraide, sur l'aide naturelle et sur les réseaux foisonne; un volume qui touche ces différents aspects d'une façon articulée était donc le bienvenu.

Le premier chapitre met l'accent sur l'État-Providence et sur la place prépondérante du professionnel, reléguant le citoyen à un rôle de consommateur passif. Par après, Guay soutient, à l'opposé, que le professionnel peut modifier son rôle de façon à remettre au citoyen sa responsabilité et à utiliser sa propre expertise d'une façon plus efficace.

La définition du réseau social, tant au plan de son identification que des approches développées à partir de ce concept, constitue l'essence du troisième chapitre. Le suivant traite aussi de l'aide informelle, et l'accent y est mis sur l'analyse du quartier et de ses ressources, notamment le voisinage. Le bénévolat et les groupes d'entraide, soit des formes d'aide plus formelle, sont longuement décrits au cinquième chapitre.

L'auteur termine par la description de projets d'intervention relatifs à l'aide naturelle auprès de populations aux prises avec des difficultés de comportement, de santé physique ou de santé mentale.

Nous l'avons déjà dit, pour les différents praticiens des services sociaux et de santé, ce volume arrive à point et permet de préciser les concepts et les approches de cette sphère de connaissance et de pratique. De plus, outre la partie décrivant des expériences, le volume a une orientation très concrète et on retrouve même, en annexe, des outils permettant l'analyse des réseaux et des quartiers.

La première partie du volume nous laisse toutefois plus songeur. Faut-il voir la bureaucratie et la récupération comme les seuls effets d'une plus grande prise en charge des services sociaux et de santé par l'État ? A-t-on raison d'opposer le professionnalisme psychothérapeutique et l'aide naturelle, ou existe-t-il, à partir de ces pôles, un continuum de pratiques professionnelles et bénévoles qu'il faudrait identifier ? Enfin, le retour de différentes formes d'aide naturelle est-il une manifestation d'une récupération en période de restrictions budgétaires ou l'indice de modifications sociales beaucoup plus larges ?

Jocelyn LINDSAY

*École de service social,
Université Laval.*

Mouvance de la famille : réponses de l'action sociale, par Didier LE GALL et Claude MARTIN, Centre de recherche sur le travail social, Université de Caen, France, 1983, 340 pages.

Cet ouvrage est le fruit d'une recherche-action auprès de femmes chefs de famille, effectuée à la demande d'une circonscription d'action sociale et associant professionnels du travail social et responsables administratifs de deux institutions : une Caisse d'allocations familiales et une Direction départementale de l'action sanitaire et sociale à Caen, en France. Son objet n'est pas seulement de faire état des conditions de vie ou de la quotidienneté des femmes chefs de famille, mais d'analyser leur situation en regard de l'action sociale afin de promouvoir un changement, tant des représentations que des pratiques.

C'est aussi, pour les auteurs, l'occasion d'une réflexion épistémologique sur ce mode d'intervention qu'est la recherche-action et sur sa capacité à produire du changement.

L'ouvrage est composé de trois parties. En premier lieu, on y précise l'objectif, la problématique et la méthodologie de la recherche. La description de la situation des femmes seules avec enfant(s) fait l'objet de la deuxième partie. Suivent enfin les propositions et les moyens d'action. La présentation de cette démarche de recherche-action est complétée par huit annexes et une bibliographie.

À notre avis, cette recherche appliquée est orientée vers la solution d'un problème urgent et important. Son but premier est d'apporter des solutions et des remèdes appropriés. Ses recommandations doivent permettre « de faire mieux, plus vite et à meilleur compte ».